

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS:
RUE DU MARAIS,
pass. de l'Entrepôt, 4.

	1 an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Départements.	36	18	10
Étranger.	48	24	13

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.
Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.
Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Maraais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.
DROIT AU TRAVAIL.

AVIS.

Tout ce qui ne sera pas affranchi sera refusé.

Les réclamations des anciens abonnés doivent être accompagnées d'une pièce justifiant la validité de leur abonnement.

SOMMAIRE.

Les candidats de la Commune. — Les élections de Paris. — La peur. — Vieux habits, vieux galons : La guillotine à cent couverts, invention de la Liberté ; le citoyen Hugo calomniant les vrais démocrates. — Les insulteurs du peuple : le citoyen Janin, bravo de la presse, traducteur de Juvénal. — M. Thiers jugé par M. de Cormenin. — Affaire Émile Thomas : Projets de règlement auxquels il a refusé de prêter son concours. — Protestation des ouvriers des ateliers nationaux : réponse au Constitutionnel. — Réflexions d'un ouvrier corroyeur : Au citoyen Crémieux ; à Caussidière ; aux travailleurs ; aux gardes nationaux ; à l'Assemblée. — Une conspiration en l'air : cent mille hommes sous les armes parce que l'on a saisi un télégraphe illuminé de quatre bouts de chandelle. — Etc....

LISTE DES CANDIDATS

DU JOURNAL LA COMMUNE DE PARIS.

Caussidière (Marc). **Schaeleher** (Victor).
Sobrier. **Dupoty.**
A. Esquiros. **Flotte**, ouvrier.
Pierre Leroux. **Savary**, id. cordonnier.
Kersausie. **Galland**, id. tisserand.
Lagrange.

Cette liste est assurée du concours d'un grand nombre de démocrates ; elle est déjà votée par plusieurs clubs.

Les élections de Paris.

Onze noms vont sortir dans quelques jours des agitations du scrutin. Jamais expérience électorale ne se fit dans des circonstances plus graves, ni plus troublées. La ville, émue d'une panique aveugle, présente à tout propos l'image d'un camp. Les boulevards sont hérissés de faisceaux de baïonnettes. N'y avait-il donc pas assez des causes de souffrance qui pèsent sur le commerce, sans y ajouter cette inquiétude néfaste, cette crainte d'un ennemi absent et imaginaire ? Comptez-vous pour rien la perte de temps qui résulte pour la classe bourgeoise de cette présence continuelle sous les armes ? Le petit commerce sera mal venu, après ce temps-ci, à se plaindre de la crise révolutionnaire. Cette crise est son ouvrage. Les bourgeois dispersent leurs ressources pécuniaires dans des banquets, délaissent, sans motif, leur boutique pour le corps de garde, pour la patrouille, pour la parade en plein vent. Il ne faut pas s'étonner alors si le comptoir souffre ; il ne faut pas chercher d'autre cause au malaise du petit négoce que cette alerte perpétuelle des trembleurs. Effrayés, ils répandent à leur tour la terreur dans la ville.

La classe ouvrière doit rester calme au milieu de ces provocations. Toutes ces baïonnettes ne lui font pas peur ; elle en a usé bien d'autres contre sa poitrine héroïque ; mais le peuple entend donner une fois de plus à la bourgeoisie l'exemple de la modération et de la force. Les prolétaires laissent l'émeute de l'ordre public courir armée par la rue. Tranquilles sous leur blouse et les bras croisés ils regardent passer la réaction.

Les ouvriers se sont abstenus en majorité de prendre part aux dernières élections. Ce fut un tort, nous n'accuserons ni l'indifférence ni l'apathie des travailleurs, nous aimons à croire qu'ils connaissent et respectent leurs droits. Si la classe laborieuse est restée étrangère aux opérations du scrutin, c'est d'une part qu'elle ne connaissait pas les hommes désignés sur les différentes listes, et de l'autre que le peuple se repose tranquillement sur sa force comme Hercule sur sa massue.

L'ignorance ne doit point être pour les ouvriers une raison de s'abstenir. S'ils ne connaissent point personnellement les hommes qui figurent sur les listes électorales, ils doivent avoir confiance dans les feuilles démocratiques qui répondent de ces candidats.

Il y aurait aussi de l'imprudence à s'appuyer sur sa force pour décliner un devoir politique ; la lutte matérielle n'est pas toujours possible, ni toujours heureuse. On fait souvent plus de besogne en jetant des morceaux de papier écrit dans une urne qu'en bourrant des fusils. Si le peuple amenait à la Chambre des représentants quelques démocrates sincères, éloquents, incorruptibles, il avancerait plus la question du travail qu'en s'attroupant tous les soirs autour de la porte Saint-Martin et de la porte Saint-Denis.

La résistance aux manœuvres de la réaction doit s'enfermer présentement dans des formes légales. Il faut que tous les citoyens impartiaux voient d'un côté une garde bourgeoise livrée à toutes les fureurs de la contre-révolution, et de l'autre une classe ouvrière impassible, attachée à ses droits, servant ses intérêts avec l'intelligence de la situation ; ils se diront alors : ici est la violence, là est la justice !

Que le peuple ne se laisse point tromper au faux langage de ses ennemis. A les entendre, eux seuls peuvent assurer le bonheur de la classe ouvrière ; ils lui répètent ces promesses incessantes, toujours violées, qui forment depuis seize ans le bagage de la politique conservatrice. Ces misérables sont les frères de Judas et de Louis-Philippe ; ils mentent et ils trahissent : c'est leur métier. Ne jugez pas l'homme à ses paroles, mais à ses actes. Jugez surtout le démocrate aux souffrances qu'il a endurées et qu'il endure encore pour la cause du peuple. Les bons serviteurs de la République sont comme les arbres, qui ont besoin d'être taillés pour donner du fruit. La persécution s'attache à toutes les doctrines fécondes.

Il serait à désirer que les démocrates s'entendissent pour concentrer leurs suffrages sur les noms qui représentent le mieux les vrais principes. La Commune a donné une liste qui lui semble appuyée par l'opinion des clubs et des ateliers. Nous avons fait une part aux hommes d'action, aux économistes, aux gens de lettres, aux ouvriers. Nous sommes d'ailleurs prêts à faire toutes les concessions nécessaires pour que le parti démocratique arrive à l'unité des votes.

Quelques républicains de plus ou de moins à

l'Assemblée nationale ne déplaceront pas la majorité ; mais leur présence serait, dans les circonstances actuelles, un fait significatif ; mais une voix puissante d'amour et de croyance pourrait ébranler la masse inerte des représentants muets. On ne se doute pas de la force régénératrice de parole à un moment donné de l'histoire des peuples : il y a dix-huit siècles, c'est une parole qui a refait le monde.

La Peur.

Décidément nous vivons sous le régime de la PEUR. Chaque jour quelque nouvelle et fausse alerte met la garde nationale sur pied et répand l'alarme dans Paris.

Le gouvernement n'ose pas prendre une mesure qu'il ne craigne aussitôt un soulèvement et ne s'entoure de bayonnettes. Paris a tout l'air d'une ville en état de siège. Le matin on est réveillé par le bruit des tambours qui battent le rappel. Le soir on ne peut se promener sans rencontrer des patrouilles formidables. De tous côtés on s'arrête inquiet, anxieux ; on se demande : Qu'y a-t-il ? et nul ne peut répondre ; nul ne peut expliquer ce grand déploiement de forces.

Le lendemain on cherche dans les journaux l'explication vainement demandée la veille, et tous vous répondent : Encore une fausse alerte !

Il serait temps cependant d'en finir avec un pareil état de choses. La garde nationale est ennuyée de ces prises d'armes inutiles ; et si c'est là le but qu'on se propose d'atteindre, comme quelques-uns le prétendent, on arrivera avant longtemps à lasser tout le monde.

Ce n'est pas ainsi que nous comprenons la République. Quand c'est le peuple souverain qui gouverne, ceux qu'il commet à exercer ses pouvoirs en son nom lui doivent compte de cet exercice même. Ils doivent agir avec lui franchement, loyalement ; et il sera toujours prêt à les seconder quand ils auront agi selon ses besoins et ses intérêts.

Faire différemment, c'est faire de la dictature, de la tyrannie, et appeler les bayonnettes, instrument passif, au soutien d'idées, de systèmes qui sont ceux d'un homme, mais nullement de tout un peuple.

Avant de prendre son fusil, de monter à cheval, de charger son canon, le garde national doit savoir pourquoi il est appelé sous son drapeau. Il n'y a pas ici, comme dans un régiment, à invoquer le principe de l'obéissance passive ; avant d'obéir il faut savoir à qui l'on obéit et surtout quel est le principe qu'on va défendre.

Ce n'est pas avec des armes qu'on pourra remédier aux maux qui nous travaillent. La violence ne peut rien contre les idées. Comprimes un instant, elles reparaissent bientôt plus vigoureuses que jamais. Si elles sont l'expression d'un besoin réel, elles sont toujours debout avant, durant et après la bataille.

Étudiez plutôt l'histoire du 15 mai. L'Assemblée nationale s'est voté des couronnes civiques, le gouvernement et la garde nationale ont bien mérité de la patrie. Mais la question des travailleurs, qui contient toute la politique intérieure ; les questions polonaise et italienne, qui contiennent toute la politique extérieure, ont-elles été résolues ?

Cependant la France et l'Europe attendent ces solutions avec anxiété. Êtes-vous capables de les donner ? Alors agissez et ne tremblez plus. La PEUR n'a jamais été une vertu française, et toute la nation est avec vous si vous vous inspi-

rez de son esprit, de sa tête et de ses sympathies.

Vieux habits, vieux galons !

Dans quelques jours les électeurs de Paris vont être appelés à exercer, pour la seconde fois leur droit de souveraineté.

Nous avions prévu que la première épreuve ne serait pas favorable à la démocratie. L'ancienne opposition dynastique et l'ancienne droite de la Chambre se sont présentées à la lutte électorale disciplinées d'avance, liées l'une à l'autre par un sentiment commun, la haine de la démocratie, le mépris du peuple ; et si ces deux partis n'ont pas remporté une victoire complète, au moins ont-ils réussi à introduire dans l'Assemblée nationale des éléments nombreux de désunion, des obstacles puissants au développement de la révolution.

Le parti démocratique est, au contraire, arrivé sur le terrain sans mot d'ordre, sans plan de bataille, et, malgré l'avantage d'une immense majorité dans le pays, il a gaspillé ses forces, en disséminant ses votes au hasard, ou, tout au moins, suivant un système de sympathies individuelles. Il faut le dire aussi, beaucoup de citoyens ont été surpris par la liberté. Ils se sont trouvés, à l'improviste, en possession d'un droit dont ils n'ont pas apprécié toute l'importance ; ils avaient la foi, il leur manquait la science. Les quelques semaines qui viennent de s'écouler depuis la réunion de l'Assemblée nationale, ont suffi, sans doute, pour porter la lumière dans l'esprit des moins clairvoyants. Ils ont pu voir les hommes qui avaient fait au peuple l'offrande de leur intelligence, et au besoin de leur sang, accueillies à la tribune par les moqueries d'une égoïste et insolente majorité.

A propos de l'échauffourée du 15 mai, qui est, pour le plus grand nombre, une énigme, mais une énigme dont le mot sera la honte et la condamnation des ennemis du peuple, ils ont vu les prisons se fermer sur les hommes les plus sincèrement démocrates, la complicité morale honteusement évoquée, et tous les vieux expédients de persécution monarchique mis en œuvre par nos modernes Girondins.

Nous n'ajouterons rien à cet enseignement, nous dirons seulement aux républicains de l'avenir, unissez-vous, formez une sainte ligue contre les hommes qui personnifient le mensonge politique.

Le journal *la Liberté* contient un feuilleton dans lequel sont énumérées les guillottes commandées à l'avance par le parti montagnard, comme l'auteur nous appelle. Dans ce morceau remarquable, Barbès et Sobrier sont représentés comme les inventeurs d'une machine qui ferait tomber cent têtes à la fois. L'auteur appelle cet instrument apocalyptique, une guillotine à cent couverts.

Cette absurde calomnie est signée, chevalier d'Artagnan. — Une autre calomnie a paru ces jours derniers sans profession de foi.

Elle est signée, Victor Hugo, ex vicomte, ex-pair de France. J. C.

Les insulteurs du peuple.

Après la profession de foi du vicomte Hugo, voici venir le feuilleton du citoyen Janin. Place au prince de la critique, place au ciseleur de phrase, place à ce *bravo* de la presse qui déchirait à belles dents ses maîtres, à l'ombre d'un pseudonyme, et les caressait de la même plume qui lui avait servi à leur jeter la bone à la face ! Place à l'insulteur-juré de la révolution ! Place au bateleur de la porte ! Son nom manquait à cette ligue honnête et morale qui déverse les flots de sa bave sur tout ce qui est grand, sur tout ce qui est noble, sur tout ce qui est sacrifice et dévouement, sur tout ce qui est abnégation et intelligence.

Les plagiaires ! ils vont chercher dans Tacite et dans Juvénal les infamies de Rome dégénérée, ils vont fouiller l'arsenal des turpitudes que ces grands maîtres de l'art burinaient en traits de flamme à la honte éternelle des tyrans et des lâches, pour y trouver des tableaux, trop pâles à leur gré, de la révolution et des révolutionnaires. Ils errent anathème à la philosophie qu'ils ne comprennent pas, à la charité qu'ils n'ont jamais pratiquée, à la vertu qu'ils méprisent. Ils exaltent les joies du foyer, les saintes lois de la famille et de l'honnêteté, toutes ces choses qu'ils ont honnies, conspuées, souillées dans leurs livres ou sous leur toit.

Et nous aussi, citoyen Janin, nous avons lu Juvénal et Perse ; nous aussi, nous pourrions

déterrer les impuretés de Pétrone, pour les appliquer aux hommes de votre parti, à ceux qui depuis dix-sept ans ont donné l'exemple de toutes les trahisons.

En ouvrant ces pages de l'histoire, encore brûlantes du feu *vrai* de ceux qui les traçaient, nous y avons trouvé des vices odieux : la délation et l'adultère, l'avarice et la servilité. Nous y avons vu des patriciens et des affranchis donnant à leurs fils des leçons d'immoralités, des pères de famille adultères qui jouaient l'austérité ; nous aurions pu y voir des écrivains déshabillés dans leurs écrits leur épouse de la veille ; dévoilant aux lecteurs de leurs tablettes les charmes secrets de l'alcôve, arrachant à la mère de leurs enfants sa robe de pudeur et d'innocence. Nous n'avons pas voulu remuer cet amas de fange ; mais nous pourrions, au besoin, y trouver des portraits au bas desquels chacun mettrait le nom.

M. Thiers.

Au moment où des hommes qui se disent républicains ont le courage de recommander à trois départements la candidature de M. Thiers, il n'est pas hors de propos de rappeler au public le jugement que portait, il y a huit ou dix ans, sur cet homme d'Etat de la monarchie, un des hommes d'Etat de la République nouvelle, M. de Cormenin :

Né pauvre, il lui fallait de la fortune ; né obscur, il lui fallait un nom. Avocat manqué, il se fit littérateur, et il se jeta à corps perdu dans le parti libéral, plutôt par nécessité que par conviction. Alors il se mit à admirer Danton et les hommes de la Montagne... Depuis, M. Thiers s'est fait monarchiste, aristocrate, souteneur de privilèges, donneur et exécuteur d'ordres impitoyables ; il a irrémédiablement attaché son nom à l'état de siège de Paris, aux mitraillades de Lyon, aux magnifiques exploits de la rue Transnonain, aux déportations du Mont Saint-Michel, aux lois contre les associations, les crieurs publics, les Cours d'assises et les journaux, à tout ce qui a flétri la presse, à tout ce qui a faussé le jury, à tout ce qui a décimé les patriotes, à tout ce qui a dissous les gardes nationales, à tout ce qui a démoralisé la nation... Lorsqu'un homme sans caractère et sans vertu a reçu une éducation plus lettrée que morale, et que, porté sur les bras de la fortune, il monte les degrés du pouvoir, son élévation lui tourne la tête. N'ayant ni considération propre, ni entourage, n'étant plus et ne voulant plus être peuple, et ne pouvant être noble et grand seigneur, il se met sous les pieds de son roi, il les lui baise, il les lui lèche, il ne sait par quelles contorsions de servitude lui témoigner son humilité et le terre-à-terre de son adoration... Confiez-lui si voulez la marine, l'intérieur, la justice, la diplomatie ; mais ne laissez pas à sa disposition des millions et des centaines de millions, car ils passeraient comme l'eau dans le crible de ses doigts. A sa facilité de dépenser de l'argent il joint une certaine manière d'en rendre compte qui n'est pas celle de tout le monde, et il appelle cela spirituellement l'art de grouper des chiffres.... Il ne croit pas au dévouement de la vertu ni aux miracles de l'honneur ; il ne croit fermement qu'à la puissance de l'or... M. Guizot et son école ont desséché nos âmes ; M. Thiers et son école videraient nos poches. L'un nous ôterait le peu qui nous reste de vertu, et l'autre le peu qui nous reste de notre argent. Ils ont si bien fait l'un et l'autre qu'il n'y a plus parmi nous de probité politique ; que nous n'avons plus la moindre croyance en rien et sur rien, et je ne pense pas calomnier mon pays en disant que, grâce à ces messieurs, le peuple officiel de France est aujourd'hui le plus mou, le plus plat, le plus servile et le plus corrompu de l'Europe.

M. Thiers est sans figure, sans taille et sans éléance. Il a dans son babil quelque chose de la comédie, et dans son allure quelque chose de gamin. Sa voix nazillarde déchire l'oreille. Personne ne croit en lui, pas même lui, et sa rouerie proverbiale achèverait d'ôter le peu de morale illusion qu'on pourrait se faire en l'écoutant. Disgrâces physiques, défiances de ses ennemis et de ses amis, il a tout contre lui ; et cependant lorsque ce petit homme s'est emparé de la tribune, il s'y établit si à l'aise, il a tant d'esprit, tant d'esprit, qu'à défaut de tout autre sentiment on se laisse aller au plaisir de l'entendre.

Affaire Emile Thomas.

Pour compléter le récit que nous avons fait de l'affaire du citoyen Emile Thomas, nous pu-

blions deux projets de règlement ministériel auxquels le citoyen Thomas aurait refusé de prêter son concours.

« Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous annoncer que la commission du pouvoir exécutif vient d'adopter les mesures suivantes à l'égard des ateliers nationaux :

« 1° Les ouvriers célibataires, âgés de 18 à 25 ans, seront invités à s'enrôler sous les drapeaux de la République, pour compléter les différents corps de l'armée.

« Ceux qui refuseront de souscrire seront immédiatement rayés des listes d'embarquement des ateliers nationaux.

« 2° Il sera procédé sans délai au recensement des ouvriers de Paris. Ce recensement sera fait concurremment par les mairies et par les employés du bureau central des ateliers nationaux délégués à cet effet.

« Les ouvriers qui ne pourront justifier régulièrement d'une résidence de six mois, avant le 24 mai, seront congédiés et cesseront de recevoir des salaires et des secours.

« 3° Les listes d'ouvriers, dressées par arrondissement et par profession, seront déposées dans un bureau spécial, établi autant que possible au centre de Paris, et où en sera donné connaissance aux patrons par les employés de l'administration ; les patrons pourront requérir tel nombre de ces ouvriers qu'ils déclareront nécessaire à la reprise ou à la continuation de leurs travaux ; ceux qui refuseront de les suivre seront à l'instant même rayés de la liste générale des ateliers nationaux.

« Les ouvriers qui ne se trouveront pas compris dans les cas d'exclusion prévus par les articles précédents, et qui, transitoirement, continueront à faire partie des ateliers nationaux, seront tenus de travailler à la tâche et non à la journée.

« 5° Il sera organisé, dans le plus bref délai possible, des brigades d'ouvriers que l'on dirigera dans les départements pour être employés, sous la direction des ingénieurs des ponts-et-chaussées, à l'exécution des grands travaux publics.

« Je vous invite, monsieur, à vous occuper, avec la plus grande célérité possible, de l'application des dispositions arrêtées par la commission du pouvoir exécutif. Vous devrez faire préparer les listes nécessaires pour distinguer les ouvriers qui, à raison de leur âge, devront s'enrôler dans les armées de la République ; ceux qu'il y aura lieu à renvoyer dans leurs départements respectifs, faute de la justification régulière d'une résidence de six mois ; ceux qui pourront être redemandés et repris par les patrons, et ceux enfin qu'il conviendra d'incorporer dans les brigades ambulantes d'ouvriers destinées aux grands travaux de la province et de la banlieue de Paris. Je vous ferai connaître demain le local où l'on devra déposer et communiquer aux patrons les listes d'ouvriers de diverses professions qui ne seraient pas exclus des ateliers nationaux, en vertu des deux premières dispositions. Vous aurez à désigner deux ou trois employés de votre administration, qui se tiendront en permanence dans le local, pour mettre à la disposition des patrons les ouvriers qui auront été réclamés par ceux-ci.

« Je vous laisse le soin d'avertir le public, par la voie des affiches et des annonces de journaux, du jour où l'on pourra se présenter au bureau de renseignements. Vous concevez que cette mesure est d'une extrême urgence, et qu'il ne faut pas perdre un seul instant pour l'exécuter.

« J'attache une grande importance à la disposition qui rétablit la tâche comme base du salaire ; vous devez la mettre immédiatement en pratique.

« Je vous adresserai ultérieurement des instructions sur l'organisation des brigades d'ouvriers qui devront être dirigées dans les départements.

« Recevez, etc.

« Pour le ministre des travaux publics,

« Pour le ministre, par autorisation,

« Le secrétaire général, BOULAGE. »

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (1^{re} division).

Arrêté.

« Le ministre des travaux publics,

« Considérant que les questions relatives aux ateliers nationaux prennent chaque jour une importance plus grande, eu égard au développement considérable que ces ateliers ont atteint ;

« Considérant que la situation de ces ateliers appelle toute la sollicitude de l'administration, dans l'intérêt commun des travailleurs et de l'Etat.

» Arrête :

» 1° Une commission composée d'administrateurs, d'ingénieurs et d'industriels, est établie au ministère des travaux publics, sous le titre de commission des ateliers nationaux;

» 2° Cette commission prendra une connaissance approfondie de tous les détails relatifs à l'état actuel des ateliers nationaux; elle signalera les modifications et les perfectionnements qu'il est nécessaire d'y introduire; elle proposera toutes les mesures qui, sans porter atteinte au principe sacré de la *garantie du travail*, lui paraîtront les plus propres à diminuer les charges qui pèsent sur l'Etat; enfin, elle surveillera par elle-même, ou par ceux de ses membres qu'elle aura délégués à cet effet, l'exécution des instructions qu'elle aura données au directeur des ateliers sous l'approbation du ministre.

» 3° Le directeur et les employés de tous grades attachés à l'administration et à la surveillance des ateliers nationaux se mettront à la disposition de la commission ou des délégués quand ils en seront requis; ils lui fourniront tous les renseignements dont elle pourra avoir besoin pour accomplir la tâche qui lui est dévolue.

» 4° Sont nommés membres de la commission : MM. Boulage, secrétaire général au ministère des travaux publics; Mary, inspecteur des ponts-et-chaussées; Rieublan, chef de division à la préfecture de police; Tremiseau, chef de division à la mairie de Paris; Regnaud, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées; Flachet, ingénieur civil; Faure, ingénieur civil; Grouvelle, ingénieur civil; Polonceau, ingénieur civil; Cavé, ingénieur-mécanicien; Mauduit, entrepreneur de maçonnerie; Macher, capitaine de gendarmerie; Léon Lalanne, ingénieur des ponts-et-chaussées, lequel remplira les fonctions de secrétaire.

« Signé TRÉLAT. »

Protestation des ouvriers des ateliers nationaux.

Citoyen rédacteur,

Nous vous prions de vouloir bien insérer dans votre estimable journal la protestation suivante, en réponse aux infâmes calomnies dont un journal royaliste, le *Constitutionnel*, veut bien nous gratifier.

Rédacteurs du *Constitutionnel*, vous mentez impudemment lorsque vous dites que les ateliers renferment onze à douze mille forçats.

Vous traitez de voleurs, d'assassins, de faussaires, des hommes qui, le 23 et le 24 février, tandis que vous étiez peut-être cachés dans vos caves, s'exposaient bravement aux balles de la tyrannie.

Si ces ouvriers eussent été des assassins et des voleurs, l'occasion était belle pour eux de mériter les épithètes que vous leur donnez si généreusement: maîtres de Paris pendant plusieurs jours, ils auraient pu se baigner dans des flots de sang et piller vos propriétés; mais, toujours généreux, ils vous ont tendu la main. Souffrant de froid et de faim, eux les déshérités, ils ont monté la garde à la porte de vos riches hôtels; si parmi eux il s'est trouvé des hommes qui aient porté la main sur ce qui ne leur appartenait pas, justice a été faite, et vous avez pu voir au Palais national, aux Tuileries, des cadavres sur lesquels on avait placé des écriteaux avec cette épithète : VOLEUR.

Vous qui ne savez pas ce que c'est que la misère, vous nous reprochez les 23 *sous par jour* qui nous sont donnés par l'Etat. Nous ne les gagnons pas, dites-vous; eh ! mon Dieu, nous le savons aussi bien que vous, et c'est là ce qui nous désespère, car vous ne savez pas, vous riches, ce qu'il en coûte à des ouvriers honnêtes, habitués à gagner leur vie par le travail, d'aller, pendant toute la journée s'exposer aux rayons d'un soleil brûlant, pour toucher le prix d'un labeur qu'ils n'ont pas fait. Mais il faut manger, il faut secourir sa famille, et la faim, cette terrible ennemie du pauvre, nous enchaîne à cette humiliation, jusqu'à ce que nous puissions retourner dans nos ateliers respectifs.

Nous protestons de toute notre force contre toutes les odieuses calomnies que vous répandez sur notre compte. Nous vous prions, et au besoin nous vous enjoignons, d'insérer dans votre plus prochain numéro la présente protestation à laquelle s'associent tous les ouvriers des ateliers nationaux.

Suivent les signatures des délégués envoyés par les ouvriers :

JACOB, professeur élémentaire, ouvrier aux ateliers nationaux; — MASSARY, délégué;

— BONVALET, chef d'escouade; — MOUSCADET, chef d'escouade; — CAHEN; — FUZY; — LECHÈNE; — BARBIER, délégué; FOLIOT.

Il n'est pas vrai que les ouvriers des ateliers nationaux aient cherché à retenir un seul instant le citoyen Trélat. Le fait a été avancé par ces feuilles qui ont pour mission d'exaspérer la classe bourgeoise et de la pousser contre le peuple. Au reste, le ministre a déjà répondu dans le *Moniteur*.

Il n'est pas vrai que les ouvriers des ateliers nationaux aient essayé de se réunir pour protester contre la mesure prise à l'égard de M. Émile Thomas. Le rappel battu ce matin dans les rues n'avait aucun motif plausible. Il n'y a eu aujourd'hui aucune espèce de rassemblement. Tous les bruits que l'on a fait courir pour tenir les gardes nationaux en haleine étaient divers et contradictoires, comme tout ce qui est mensonger.

Les hommes qui font ainsi de Paris une caserne ne savent donc pas qu'avec leurs sottises terribles ils anéantissent la confiance, ils tuent le commerce, ils portent le dernier coup au crédit industriel. Est-ce donc là ce qu'ils veulent !

Réflexions d'un ouvrier corroyeur.

Le bannissement de la famille du dernier tyran monarchique a été mis en délibération et prononcé. *De profundis !*

Au citoyen Crémieux.

Citoyen, les travailleurs ont faim; vous leur parlez du divorce plus tard. N'oubliez point ce mot de Molière dans ses *Plaideurs* : « Au fait ! au fait ! » Hâtez-vous, il est temps. Il me souvient encore d'une vieille maxime que je n'ose citer, car les araignées se sont glissées dans mes livres français et latins; n'importe, Crémieux et collègues, à vous le soin de suppléer à l'infidélité de ma mémoire. « *Cum mala per longas invaluere moras, sero medicina paratur.* » Ce que j'explique ainsi dans mon français de corroyeur : — « N'attendons pas que le malade soit mort pour lui porter remède. »

A Caussidière.

Cette candidature sera couronnée d'un plein succès, ou la capitale deviendrait alors une vraie tour de Babel. Ne pas le nommer représentant serait un anachronisme, une contradiction; ce serait désavouer ce que la démocratie a de plus pur et de plus sincère.

N'est-ce pas faire acte d'extrême commisération que de conseiller à Dupin de mettre un terme à ses actes iniques, et de renoncer au cumul? Espérons que bientôt il va prêcher par l'exemple et recommander aux siens d'abjurer ce cumul honteux et incompatible avec les institutions démocratiques.

Aux travailleurs, mes confrères.

Pas d'entraînement irréfléchi, mais aussi pas de faiblesse, nous dit le citoyen Sobrier, notre ami, notre défenseur, notre frère.

Il est notoire que l'Assemblée hétérogène que nous avons perd son temps en discussions oiseuses; elle nous assimile aux enfants que l'on amuse et que l'on distrait au moyen d'un hochet.

Aux gardes nationaux.

Citoyens dévoués, méfiez-vous, on vous abuse, on vous leurre; c'est un de vos meilleurs amis qui vous prévient: toutes prises.... d'armes me font songer, malgré moi, au héros de Michel Cervantes marchant, bardé de fer, contre des moulins à vent.

A l'Assemblée nationale.

Nous demandons à l'Assemblée si, d'après notre triple devise, on doit poursuivre à outrance, maltraiter les vrais enfants de la France, après avoir si pacifiquement agi envers l'infâme Philippe, envers les Guizot, Duchâtel, Hébert et consorts.

Au lieu de lancer des décrets contre les clubs, au lieu de multiplier des arrestations iniques, ne serait-il pas plus urgent de révoquer les employés de l'ancienne dynastie, de poursuivre les réactionnaires distributeurs d'argent, les instigateurs d'émeutes, qui ne sont autres que les partisans de la Régence, les Orléanistes et les Henriquinistes.

HIPPOLYTE N., ouvrier corroyeur.

Une conspiration en l'air.

Depuis quinze jours, deux mille hommes stationnent sur la place de Grève; l'Hôtel-de-Ville est plein de gardes. Eh ! pourquoi tout cet ap-

pareil de guerre? La patrie est-elle en danger? Voit-on des bandes armées sillonner Paris, usant de représailles, jeter à leur tour des cris de mort? — Non, tout est tranquille, et le citoyen maire ne paraît dérangé dans son sommeil que par les chants peu poétiques de sa troupe gardienne. — Il y avait cependant quelque chose en l'air; bons bourgeois, tremblez ! — C'est à mettre en émoi toute la capitale, à ramasser la banlieue, à consigner les troupes, à mettre les canonniers à leurs pièces, mèche allumée. — Je vous le donne en cent, je vous le donne en mille, — on a fait la découverte et opéré la saisie d'un télégraphe de nuit, illuminé par quatre bouts de chandelle ! On n'a pu découvrir sa correspondance; mais, à n'en pas douter, le séditionnaire télégraphe devait donner le signal aux prisonniers pour s'évader de Vincennes ! O peur ! ô ridicule ! ô pauvres têtes !

Folies du roi de Prusse.

« Un courrier arrivé de Berlin aujourd'hui, a, nous dit-on, apporté à l'ambassade de Prusse une nouvelle bien grave. Le roi de Prusse serait devenu fou, et ses ministres le tiendraient enfermé dans son palais. Cette folie serait le motif du rappel du prince de Prusse, qu'on attendrait pour le mettre à la tête de l'Etat. On donne des explications sur la folie du roi de Prusse, laquelle ne serait que le *delirium tremens*, terrible insanité dont la mort est le plus souvent le terme : on donne des détails sur les accès furieux du roi de Prusse, qui ont déterminé les derniers événements de Berlin.

« Le roi est en proie à d'horribles hallucinations. Il se voit plongé dans le sang, entouré de barricades et de cadavres, et l'on est, dit-on, obligé d'user de violence pour l'empêcher d'attenter à ses jours.

« Cette nouvelle, que nous donnons ici avec une certaine hésitation, nous vient cependant d'une source digne de foi, et l'on vient de nous attester à la Chambre que les journaux allemands et les dépêches officielles en confirmeraient avant deux jours tous les détails. »

Les Italiens ont été battus par le général Nugent, qui est ainsi parvenu à effectuer sa jonction avec Radetzky.

Le roi belliqueux reste sous sa tente.

L'empereur d'Autriche est dans le Tyrol.

Naples est en état de siège, muette et sanglante sous la terreur des lazaronis.

L'armée française attend, l'arme au bras, au pied des Alpes.

La France fait toujours briller son principe.

Au dessus de toutes ces tempêtes, le citoyen Lamartine reluit comme un astre.

Miroir d'Archimède, qui va tout mettre en combustion autour de lui.

Le Washington du 19^e siècle nous a promis que l'Italie ne retomberait plus sous le joug qu'elle vient de secouer. Tranquillisons-nous donc, il veille.

Décidément, M. Thiers ose encore affronter les suffrages des électeurs. Nous espérons bien que l'homme de Transnonain et des lois de septembre n'ira pas grossir la cohue des réactionnaires à l'assemblée des ennemis du peuple. Le ministre de la régence ira dans la retraite achever l'histoire de l'Empire. La France se passera volontiers de ses discours. Quant à ses idées, s'il en a de bienfaisantes, qu'il charge la presse de nous les transmettre !

Le *National* prétend ce matin qu'il n'a pas, le 24 février dernier, porté le nom de M. Odilon-Barrot sur une liste de membres devant former le gouvernement provisoire; or, le 24 février, à deux heures environ, M. Martin (de Strasbourg) est venu, au nom du *National*, dans les bureaux de la *Réforme*, proposer une liste en tête de laquelle se trouvait inscrit le nom de M. Odilon-Barrot, et cela en présence de citoyens dont le témoignage aura quelque poids.

M. Marrast, maire de Paris, voudrait-il nous dire en vertu de quels pouvoirs il nomme directement les maires et les adjoints des communes du département de la Seine ?

Jusqu'au 24 février dernier, ces nominations avaient été faites par le roi, sur la proposition du ministre de l'intérieur.

Depuis le 24 février, elles avaient été faites par le ministre de l'intérieur directement.

Nous ne voyons pas trop comment M. Marrast s'empare de l'autorité des ministres ou de celle des membres de la commission du gouvernement.

LA COMMUNE DE PARIS.

L'ancien maire de Passy, dont le républicanisme est depuis longtemps éprouvé, et le citoyen Larger, chef de bataillon de la garde nationale de la banlieue, ouvrier, ont été arrêtés hier matin. Encore quelques jours, et, grâce à la réaction, les républicains tiendront tous à honneur de remplir les prisons et les géôles de la République.

(Réforme.)

Bouche de bronze.

M. CHARLES DUPIN.

Les dynastiques du règne déchu ne vivaient point de l'air du temps, témoin ce petit relevé des cumuls et honoraires de M. Charles Dupin :

Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers.	6,000 fr.
Membre de l'Institut.	1,800
Membre du Conseil d'amirauté.	5,000
Inspecteur des constructions navales.	8,000
Membre du Comité pour les monuments de l'histoire de France au ministère de l'instruction publique. (Indemnité.)	
Membre de l'Académie des sciences morales et politiques.	1,800
Six places.	
Total des traitements fixes.	22,600 fr.

M. CHEVREUL.

Professeur au Muséum.	6,000 fr.
Le logement.	1,500
Professeur de chimie appliquée à la teinture, aux Gobelins.	6,000
Le logement.	1,500
Examineur à l'Ecole polytechnique.	6,000
Membre de l'Institut.	1,800
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> .	1,500
Total.	24,300 fr.

EBELMEN.

Directeur de la manufacture de Sévres.	15,000 fr.
Logement à la manufacture (un palais).	2,000
Professeur à l'Ecole des mines.	4,000
Ingénieur des mines.	5,000
Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers.
Quatre places.	
Total des traitements connus.	26,000 fr.

Revue des Journaux.

On lit dans la *Réforme* :

« Nous publions avec bonheur la lettre suivante ; elle nous vient à travers les barreaux. Cette parole sera toujours la bien-aimée et la bien venue, quels que soient les temps.

Au citoyen Ribeyrolles, rédacteur en chef de la *Réforme*.

« Ami rédacteur,

« Mon manque de communication avec l'extérieur me fait apprendre aujourd'hui seulement que le brave colonel Rey a été aussi de complicité avec les hommes du peuple qui sont entrés à l'Hôtel-de-Ville dans la soirée du 15 mai, et que, par suite de cette inculpation, il a été cassé de ses fonctions, arrêté et mis en prison.

« L'histoire est pleine d'actes d'iniquité, mon ami ; mais devant Dieu et devant les hommes, j'affirme qu'il n'en est pas de plus flagrant que celui qui vient de frapper le citoyen Rey.

« Loin de pactiser avec la tentative, cet homme de cœur était précisément, était pour tous le seul danger à craindre en approchant de l'Hôtel-de-Ville.

« On le savait (sans parler de son courage à toute épreuve) capable de n'obéir qu'à son devoir de soldat.

« Et en effet, lorsqu'on arriva devant la grille, on le vit, ayant fait ses préparatifs de défense, sommer les assaillants, avec menace de faire feu, de renoncer à leurs projets. C'est moi qui lui ai parlé : et que Dieu me pardonne ; c'est moi qui l'ai trompé, en lui assurant, ce que je croyais moi-même la vérité, que l'Assemblée était dissoute et qu'il n'existait plus d'autre pouvoir que celui de la foule qui m'entourait.

« Cependant il ne m'écoutait pas, et à mes pres-

santes sollicitations, à mes prières de céder à la volonté du peuple et de ne pas engager un parricide conflit, il ne répondait que par l'obstination de ses refus, lorsque la porte s'est ouverte sous les efforts de la foule.

« Et c'est ce trop dévoué serviteur, c'est cet homme qu'à peine entré dans l'Hôtel-de-Ville je m'empressai, moi, dans l'intérêt de la nouvelle autorité qui m'était confiée, de faire détenir comme ennemi, que les chefs vainqueurs osent accuser de trahison !

« Pauvre Rey, tu leur avais sacrifié jusqu'à ta popularité parmi nous ! Console-toi, ton honneur d'homme et de soldat, il ne dépend de personne de te l'ôter.

« Adieu ! puissent les paroles d'un ami qui fut un instant posé devant toi en adversaire te parvenir dans ton cachot.

« Et toi, citoyen rédacteur et ami, veuille donner connaissance de ma déclaration au public.

« Salut et fraternité. A. BARBES.

« Donjon de Vincennes, le 26 mai 1848. »

Si nous faisons de la dictature, qu'elle s'applique aux grandes choses ; ne dégradons pas le pouvoir et ne laissons pas tomber la Révolution dans le régime des petites polices.

Vous avez cru que le citoyen Thomas était dangereux à la tête de ses ateliers, et vous l'avez fait partir entre deux gendarmes. Eh bien ! c'est une double faute ; vous n'aviez aucun droit sur la liberté de cet homme, et vous vous êtes trompés en lui prêtant une force qu'il n'avait pas. Il était sans puissance, il était sans autorité sérieuse au milieu de ses ateliers ; en le frappant, vous en avez fait un martyr, et il n'y a pas de petits martyrs en temps de révolution !

Cette affaire s'expliquera bientôt sans doute, et chacun aura sa part dans le jugement ; jusque-là nous conseillerons aux ouvriers de ne point marier leur cause à celle du citoyen Thomas. Ce sont des institutions qu'il leur faut et non des fétiches. Une fois pour toutes, laissons les hommes et poussons aux choses.

L'incident n'a pas eu de suite, et l'Assemblée nationale a fermé le débat par cet éternel hoquet qu'on appelle l'ordre du jour.

On lit dans le *Représentant du peuple* :

« On nous prie d'annoncer qu'une souscription est ouverte au club populaire de la Sorbonne, pour offrir une épée d'honneur au général Courtais, en remplacement de celle qui a été profanée par quelques furieux dans la journée du 15 mai.

« Tous les clubs démocratiques sont invités à suivre cet exemple. »

Le *National*, républicain de la veille, disait avec raison que, pour instituer la République, il fallait être républicain. A notre tour, nous dirons au *National*, socialiste du lendemain, que lui et ses amis sont impuissants à réaliser les réformes sociales.

(La *Vraie République*.)

Correspondance.

Paris, 28 mai 1844.

Citoyens,

Voici communication d'une lettre adressée au *Constitutionnel*.

A M. le Rédacteur du *Constitutionnel*.

« Dans une des nombreuses colonnes de votre journal, vous publiez une statistique des individus qui composent, dites-vous, les ateliers nationaux. Entre autres catégories vous y placez celle de 11 à 12000 forçats libérés.

Il appartenait à votre journal, Monsieur, qui représente si bien cette Vendée bourgeoise dont vous êtes l'état-major, de s'embusquer ainsi derrière les buissons de l'hypocrisie, pour frapper, avec l'arme de la calomnie, cette armée pacifique des travailleurs dans ce qu'ils ont de plus précieux et ce qui fait leur seule richesse en ce monde, dans leur honneur !

Sachez-le, cependant, Monsieur, — vous qui semblez ne le point connaître ; — ces 117 mille ouvriers que votre article confond dans la même flétrissure et soufflette de la plus lâche insulte en ne publiant pas les noms de ces 12 mille d'entre eux, évadés, dites-vous, des bagnes et des galères ; ces ouvriers, Monsieur, ce sont eux qui, avec les autres prolétaires de la Cité, — après avoir affronté

dans la bataille les balles du roi, votre maître, — ont, l'arme au bras, sur les barricades de la paix, protégé vos personnes et vos propriétés ; ce sont eux, monsieur, qui après la victoire, — alors que les têtes bouillonnaient encore, apposaient sur les murs de Paris des affiches pour rappeler au sentiment de l'ordre, et de la générosité, quelques-uns de leurs frères égarés par vous ou les vôtres, peut-être, — et qui parlaient de détruire les machines à imprimer.

La réaction marche au pas de charge. Continuez ! continuez ! Peut-être n'attendez-vous que le moment favorable pour renouveler, à Paris, et sur un plus grand théâtre, les massacres qui ont valu à vos complices de Rouen, vos remerciements et vos acclamations. Mais ne l'oubliez pas ! En face de vos calomnies, comme en face de vos janissaires dans la presse comme dans la rue, vous nous trouverez toujours à notre poste de démocrates, la plume ou le fusil au poing.

Salut et mépris....

Joseph DÉJACQUE, ouvrier colleur, embrigadé depuis trois semaines aux ateliers nationaux.

Départements.

Un modéré.

Il y a toujours des modérés pratiquant la fraternité à leur manière. — Ainsi à Lalonde, un de ces individus voudrait qu'on rétablisse au plus tôt la guillotine pour faits politiques. « Il y a, dit-il, plus de 250 personnes de sa commune qu'il ferait guillotiner. »

Pour édifier nos lecteurs sur la moralité de ce modéré, nous leur dirons que s'il a fait certain congé quelque part, ce n'était pas au service de la Patrie.

A bon entendeur salut.

(L'Echo d'Elbeuf.)

Nouvelles étrangères.

Notre correspondant de Catalogne nous écrit que le commandant de la colonne de Santa Coloma a eu une rencontre avec une bande de 250 fantassins et 12 chevaux commandés par Marsal, Jubany, Piox et autres. Les carlistes auraient eu 5 hommes de tués et plusieurs de blessés ; les troupes constitutionnelles n'auraient eu qu'un homme blessé grièvement.

Une autre rencontre aurait eu lieu entre les carlistes et la colonne de Ripoli qui venait de San Juan de las Abadesas. La colonne de Ripoli a perdu un homme et eu onze blessés ; les factieux en ont perdu dix à douze, sans compter un grand nombre de blessés dont deux sont morts des suites de leurs blessures. Les carlistes étaient, dit-on, commandés par Estartus et Salpich, et étaient au nombre d'environ trois cents.

Le 19 on a entendu une fusillade vers Plars de Llusanes : on supposait que c'était la colonne de Berga qui livrait combat au *cabeilla* Vilella qu'on savait dans les environs à la tête de quelques forces.

— Aujourd'hui, il y a en Allemagne, sans compter la constituante qui va sortir de la révolution de Vienne, quatre grandes assemblées :

La diète de Francfort, du privilège,

La constituante de Prusse,

La constituante allemande de Francfort,

Et la commission populaire dite des cinquante, qui siège aussi à Francfort.

Faits divers.

— Il est décidément question d'introduire une réforme sérieuse dans le traitement des haut dignitaires du clergé. Une proposition qui réduirait au taux uniforme de douze mille francs les émoluments des évêques, archevêques et cardinaux a été longuement examinée dans le comité des cultes.

M. Parisi, évêque de Langres, a pris une part très-active au débat après lequel la proposition a été renvoyée à une sous-commission.

— La commission du pouvoir exécutif a tenu, dit-on, conseil au sujet des événements de Naples, et des instructions ont été immédiatement transmises à l'amiral Baudin, commandant l'escadre française devant Naples. Si le roi ne se hâte pas d'accorder satisfaction et des indemnités aux Français qui ont eu à souffrir de ces scènes sauvages, il en peut naître de graves complications.

— Par décision du Gouvernement, le bonnet rouge doit être enlevé du sommet de tous les arbres de la liberté.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.